

**RÉPUBLIQUE FRANCAISE**  
**DÉPARTEMENT DU RHÔNE**  
**VILLE D'OULLINS**  
**DÉCISION DU MAIRE**

**N° D16\_005**

**Objet : Création d'une régie de recettes temporaire pour percevoir les droits d'occupation du domaine public lors des printanières 2016**

**Le Sénateur-Maire d'Oullins,**

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération n°20151217\_22 du Conseil municipal en date du 17 décembre 2015 autorisant le Maire à créer, modifier ou supprimer les régies comptables en application de l'article L2122-22-7° du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 26 janvier 2016 ;

Considérant la nécessité de créer une régie de recettes temporaire pour la perception des recettes relative à l'occupation du domaine public lors des printanières - Braderie de printemps 2016 ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :**

Il est institué une régie de recettes temporaire auprès du Service Juridique de la Ville d'Oullins.

**ARTICLE 2 :**

Cette régie est installée à l'Hôtel de Ville d'Oullins.

**ARTICLE 3 :**

La régie fonctionne du 18 janvier 2016 au 27 mai 2016.

**ARTICLE 4 :**

La régie encaisse les produits suivants les tarifs au mètre linéaire prévus pour la Braderie dans la délibération n°20151217\_8 du 17 décembre 2015.

**ARTICLE 5 :**

Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1° : espèces ;

2° : chèques ;

- elles sont perçues contre remise à l'usager de quittances.

**ARTICLE 6 :**

Néant

**ARTICLE 7 :**

Néant

**ARTICLE 8 :**

Néant

**ARTICLE 9 :**

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

**ARTICLE 10 :**

Néant.

**ARTICLE 11 :**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15000 €.

**ARTICLE 12 :**

Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 11 et toutes les semaines.

**ARTICLE 13 :**

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes à la clôture de la régie.

**ARTICLE 14 :**

Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur ;

**ARTICLE 15 :**

Le régisseur ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur ;

**ARTICLE 16 :**

Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur ;

**ARTICLE 17 :**

Le Directeur Général des Services, le Trésorier Principal d'Oullins et le Responsable de service sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Fait à Oullins, le**

Vu pour avis conforme  
Marie-Thérèse MORAND  
Trésorière Principale d'Oullins

**Fait à Oullins, le 26 janvier 2016**

Le Sénateur-Maire  
François-Noël BUFFET

Certifié exécutoire par :  
Transmission en préfecture le :    /    /  
Affichage :  
du    /    /    au    /    /  
  
Le Sénateur-Maire,  
François-Noël BUFFET

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*